



CSAL FS du 06/10/2026  
LIMINAIRE

Madame la présidente,

Solidaires Finances 89 apporte son soutien à l'ensemble des étudiants, lycéens et personnels de l'éducation nationale qui se mobilisent pour disposer dignement des moyens d'étudier et de travailler et condamne toute dérive et tout acte de violence.

Les personnels de la DDFIP 89 qui étaient en grève et actions le 29 septembre avec l'ensemble de la fonction publique, dénoncent eux aussi les budgets austéritaires de ces dernières décennies, qui ne cessent de fragiliser nos services publics et augmentent les inégalités.

Canicules, incendies et sécheresses ont fait vivre un été infernal à la population, au monde du travail, aux plus précaires.

Le changement de saison ne doit pas nous faire oublier l'été caniculaire subi par les populations, meurtrissant la biodiversité, les terres, les ressources en eau.

Pour Solidaires Finances 89, il y a urgence à mettre en place une véritable politique environnementale s'appuyant sur une politique budgétaire de justice fiscale et sociale.

Nous appelons à refuser le fatalisme et la résignation, et à exiger d'autres choix afin de préserver une planète vivable.

Au niveau de la DGFIP, les mesurette ne doivent plus être d'actualité, un futur plan de prévention doit comporter : la levée temporaire des plages fixes et la neutralisation du volume horaire journalier en période de catastrophe climatique, l'attribution d'ASA pour les personnes vulnérables, la fermeture des structures non-climatisées lorsque les températures des bureaux dépassent les 30 degrés.

La santé et la sécurité des agents sont de votre responsabilité.

En termes de sécurité, réabordons le sujet du vol de données à la DGFIP, pour nous, il est clair que les agents ne sont en aucun cas responsables de cette situation et en sont même les victimes. Nous citerons en exemple, la fermeture de SPDC et la mise en place du dispositif exceptionnel de délivrance des Mode 1 par les agents du SDiF, service déjà au bout du gouffre.

Même s'il est évident que le risque zéro n'existe pas, il n'est pas admissible que les cybercriminels arrivent à extraire autant de données sans être rapidement découverts.

Une des raisons premières est l'ancienneté et l'obsolescence de certaines briques logicielles, infrastructures et modèles de sécurité du système d'information, autrement dit la « dette technique » de la DGFIP, dette qui avait été montrée du doigt par la Cour des comptes et l'Inspection générale

des Finances. Mais cela est également dû à la politique du toujours plus de numérique, de données, d'interconnexions et d'accès distants, sans que les ressources allouées à la sécurité soient suffisantes. Ce sont les résultats de politiques qui nous privent de moyens humains, techniques et financiers.

Depuis plusieurs années, l'inflation ronge le pouvoir d'achat des personnels de la DGFIP. Le point d'indice reste gelé pour la troisième année consécutive, les rares revalorisations ponctuelles n'ont pas compensé les pertes accumulées et les débats autour du PLF 2027 n'augurent rien de bon.

Le projet de Loi de Finances ultra-austéritaire qui vient d'être présenté, avec notamment le gel des APL, des frais d'inscription supplémentaires (BTS et prépas) mais aussi le gel des salaires pour l'ensemble des personnels de la fonction publique, poursuit l'entreprise de destruction méthodique des politiques sociales et des services publics. Ce nouveau budget exige, une fois encore sous le prétexte de la dette, que la majorité de la population se serre la ceinture et offre de nouveaux cadeaux fiscaux aux plus fortunés et grandes entreprises.

Solidaires Finances Publiques, par ses expressions et ses mobilisations, s'inscrit dans cette lutte pour plus de justice fiscale, sociale et environnementale.

À la DGFIP, comme ailleurs dans la fonction publique, les débuts de carrière sont à présent marqués par un traitement indiciaire en dessous du SMIC.

Diesel, essence, gaz, électricité, bois, fioul... la facture de l'énergie explose à nouveau. À la pompe, à la maison, dans nos factures : tout augmente. Faire le plein pour aller travailler coûte toujours plus cher. Se chauffer devient un luxe. Les factures d'électricité et de gaz pèsent lourdement sur les fins de mois. Et derrière l'énergie, ce sont aussi les prix de l'alimentation, des transports et de tous les biens et services qui augmentent.

Pour celles et ceux qui travaillent, le constat est simple : il faut toujours plus d'argent pour vivre... avec des salaires qui ne suivent pas. La situation n'est pas meilleure, voire pire pour les privés d'emploi et les personnes en situation de précarité et de grande précarité. Ce ne sont plus les fins de mois qui sont difficiles, mais les mois tout court.

Lors de l'audience avec M MARCUS nous avons eu confirmation d'un bruit de couloir et du départ des 2 SGC de la rue du Pont à Auxerre.

Nous suivrons avec attention et vigilance ce dossier et sommes dans l'attente des nouveaux plans de la rue des Moreaux à Auxerre.

Le seul objectif de l'administration est la rationalisation des coûts immobiliers et de permettre, de nouveau à moyen terme, de supprimer des emplois.

Madame la Présidente, les agents des Finances Publiques ne sont pas les variables d'ajustement d'un budget déséquilibré. Ils méritent le respect et une rémunération qui leur permettent de vivre décemment.

Pour finir, concernant l'ordre du jour de cette réunion, pour Solidaires Finances 89, il sera guère possible de la tenir en 3 heures surtout si nous reprenons tout le DUERP et le PAP et nous vous informons dès à présent nous ne pourrions rester après 17 heures.